

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 14 octobre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AMCOR (ex ALCAN)**

2 RUE FREDERIC MEYER  
BP 128  
67600 SELESTAT

Références : 0006700537/JB/CE  
Code AIOT : 0006700537

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement AMCOR (ex ALCAN) implanté 2 rue Frédéric Meyer - 67600 SELESTAT.

L'inspection a été annoncée le 12/08/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMCOR (ex ALCAN)
- 2 rue Frédéric Meyer - 67600 SELESTAT
- Code AIOT : 0006700537
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AMCOR est un site de fabrication et d'impression d'emballage souple multicouche à base de papier, films plastiques, aluminium (type opercules) pour l'industrie pharmaceutique et agroalimentaire.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance des rejets atmosphériques,
- Gestion des solvants,
- Fonctionnement de l'incinérateur de COV,
- Surveillance des eaux souterraines,
- Risque foudre.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Sans objet
2	Incinérateur - Composés Organiques Volatils (COV)	AP Complémentaire du 11/02/2020, article 2	/	Sans objet
3	Registre de fonctionnement de l'incinérateur	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 03/09/2007, article 3	/	Sans objet
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 10/04/2002, article 15.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité.

Le rapport de la vérification initiale réglementaire destinée à s'assurer que l'installation de protection contre la foudre est conforme aux normes sera à transmettre à l'Inspection dès réception.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan de gestion des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02 février 1998, article 28-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des solvants
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants [...]
<b>Constats :</b> La consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes (1165 tonnes en 2021, contre 1423 tonnes en 2020). Un plan de gestion de solvants est donc requis. Celui de l'année 2021 a été déposé dans la déclaration GEREP. Le flux I2 (solvants provenant d'une régénération interne - prise en compte des solvants présents dans les 2 machines à laver de l'installation) est quantifié dans le plan de gestion de solvants et entre dans le calcul pour déterminer la quantité de solvants utilisés sur l'année ( $I = I1 + I2$ ). La quantité de solvant récupéré en interne en 2021 est de 2687 tonnes (4320 tonnes en 2020).  En cas de panne de l'incinérateur, les effluents canalisés chargés en COV sont évacués directement à l'atmosphère, sans traitement préalable (by-pass). D'après les registres tenus par l'exploitant, la quantité de solvants rejetée lors des mises en by-pass sur l'année 2021 est estimée à 10 554 kg eqC de COV. Dans le plan de gestion des solvants, cette quantité est comprise dans le flux O1 (rejets canalisés).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Incinérateur - Composés Organiques Volatils (COV)

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11 février 2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions de COV
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50 mg/m <sup>3</sup> .

<p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 % de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est supérieure à 25 tonnes par an.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> La société est émettrice de COV. Les locaux sont sous dépression et les machines sont encapsulées pour ramener les vapeurs vers l'incinérateur. L'exploitant ne met en œuvre aucun COV dangereux cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction.</p> <p>Un PC de contrôle permet de superviser le fonctionnement de l'incinérateur et de s'assurer de son bon fonctionnement. Les paramètres de fonctionnement de l'incinérateur sont reportés sur un écran de supervision (température d'oxydation, concentration en solvants des effluents entrants et sortants (notion de limite inférieure d'explosivité), débit...) et mesurés en continu.</p> <p>Les rapports trimestriels transmis par l'exploitant mettent en évidence le respect de la valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés (en 2021 et lors des trois premiers trimestres de l'année 2022, les valeurs de rejets sont conformes et comprises entre 1,3 et 9,3 mg/m<sup>3</sup>).</p> <p>Le plan de gestion de solvants transmis montre le respect du flux annuel des émissions diffuses en 2021 (3,2 %).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : Registre de fonctionnement de l'incinérateur

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02 février 1998, article 19</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, By-pass</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p> <p><b>Constats :</b> En cas de panne de l'incinérateur, les effluents chargés en COV sont évacués directement à l'atmosphère, sans traitement préalable (by-pass). L'évacuation se fait par la même cheminée qu'en fonctionnement normal. Les rejets (traités ou non traités) sont mesurés en continu dans le conduit de cheminée.</p> <p>L'exploitant tient un registre des mises en by-pass de l'incinérateur (date, durée du by-pass, débit d'extraction, concentration moyenne, quantité de rejet, origines des pannes et les actions correctives menées).</p> <p>Chaque trimestre, l'exploitant transmet une copie du registre pour le trimestre écoulé et une copie du rapport de contrôle trimestriel de l'incinérateur qui précise notamment le rendement d'épuration de l'incinérateur.</p> <p>Depuis la dernière inspection, les rapports du 3e et 4e trimestre 2021 ont été transmis, ainsi que ceux du 1er et 2e trimestre 2022. Le rendement d'épuration est systématiquement supérieur à 98 % (98,7 % en T3 2021, 99,8 % en T2 2022).</p> <p>Les registres de mises en by-pass de l'incinérateur mettent en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 50 enregistrements de by-pass en 2017 pour 25 074 kg eqC de COV rejetés,</li> <li>- 54 enregistrements de by-pass en 2018 pour 21 650 kg eqC de COV rejetés (baisse de 14 % par rapport à 2017),</li> <li>- 39 enregistrements de by-pass en 2019 pour 13 940 kg eqC de COV rejetés (baisse de 36 % par rapport à 2018),</li> </ul>



- 37 enregistrements de by-pass en 2020 pour 10 003 kg eqC de COV rejetés (baisse de 28 % par rapport à 2019),
- 37 enregistrements de by-pass en 2021 pour 10 554 kg eqC de COV rejetés (augmentation de 5 % par rapport à 2020),
- 15 enregistrements de by-pass lors des 2 premiers trimestres 2022 (T1 et T2) pour 2920 kg eqC de COV rejetés.

Les rapports d'enregistrement des by-pass mettent notamment en évidence :

- 3 enregistrements de by-pass lors du T3 2021 résultant d'un problème sur le vérin K31-127 (cause : mauvaise détection de la position du vérin) : le remplacement d'un capteur en septembre 2021 a permis d'éliminer ce défaut et de ne plus enregistrer de by-pass à cause de ce vérin ;
- 3 enregistrements de by-pass lors du T4 2021 résultant d'un problème sur le vérin K31-107 (cause : position du vérin inconnue) : le remplacement d'un capteur en octobre 2021 a permis d'éliminer ce défaut et de ne plus enregistrer de by-pass à cause de ce vérin ;
- 3 enregistrements de by-pass lors du T1 2022 résultant d'un manque d'air comprimé (cause : tuyaux poreux provoquant des micro fuites qui abaissent la pression du réseau) : le remplacement de l'ensemble des tuyaux en janvier 2022 a permis d'éliminer ce défaut et de ne plus enregistrer de by-pass pour cette cause ;
- 1 enregistrement de by-pass lors du T3 2021, 4 enregistrements de by-pass lors du T4 2021 et 5 enregistrements de by-pass lors du T2 2022 résultant d'un problème de non déclenchement des 2 brûleurs en automatique (brûleurs en défaut) : l'intervention de la société LAIR du 18 au 21 mai 2022 pour effectuer une reprise des réglages aérauliques et des flux d'air a été engagée par l'exploitant comme action corrective. Le défaut n'est plus observé sur le dernier mois du T2 2022 suite à l'intervention. Une attention particulière sera à attirer sur ce point dans le rapport d'enregistrement du T3 2022 afin de voir si le défaut est définitivement éliminé (la maintenance annuelle de l'incinérateur avec le constructeur DURR a d'ailleurs été effectuée courant du 3ème trimestre comme chaque année).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03 septembre 2007, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait analyser les paramètres suivants [...] avec les fréquences associées.
<b>Constats :</b> L'article 3 susvisé prescrit une surveillance à fréquence semestrielle (en périodes de hautes et basses eaux) sur les piézomètres S2, S3, S4 et S11. La liste des paramètres y est fixée (notamment le chrome).
L'exploitant déclare et commente sous GIDAF les résultats d'analyses de la surveillance des eaux souterraines (connexion par Mon AIOT). Pour le paramètre chrome au droit de l'ouvrage S2 (limite est du site, au droit de l'ancien atelier gravure plus utilisé depuis une quinzaine d'années - secteur historique de la fabrication des cylindres d'impression (ancienne zone de traitement de surface, objet d'une étude en 2006/2007)), il ressort de l'analyse des résultats saisis les éléments suivants :

Paramètre	Déc 2017	Juin 2018	Oct 2018	Mai 2019	Sept 2019	Mai 2020	Sept 2020	Avril 2021	Nov 2021	Mars 2022	Sept 2022
Chrome (µg/l)	5,2	1	65	Résultat erroné	33	145	14,8	369	60	54	6
VLE : 50*											

\* La limite de 50 µg/l de chrome dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à l'annexe I de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

Une baisse de la teneur en chrome dans l'ouvrage S2 est observée en 2022 par rapport à 2021 en période de hautes et de basses eaux.

Pour répondre à la demande de l'Inspection, le paramètre chrome VI a été ajouté à la liste des paramètres à analyser en 2022 pour en vérifier la présence. Le rapport du 29 septembre 2022 note notamment l'absence de chrome VI sur l'ensemble des ouvrages.

**Observations :** La source n'étant pas accessible (située sous le bâtiment), il convient de continuer la surveillance prescrite, notamment sur le chrome VI pour confirmer les résultats obtenus en 2022. Il conviendra d'informer l'Inspection en cas de dérive significative de la teneur en chrome.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N° 5 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10 avril 2002, article 15.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées est applicable.</p> <p><i>L'établissement est soumis aux dispositions de la section III relatives à la protection contre la foudre de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié par l'arrêté du 28 février 2022 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement. Ces dispositions imposent notamment la réalisation d'une analyse du risque foudre (ARF), suivant la norme NF EN 62 305-2, pour identifier les équipements et les structures dont la protection doit être assurée et définir les niveaux de protection exigés.</i></p> <p><i>Suivant les résultats de cette analyse, une étude technique (pour détailler et définir les mesures de protection à mettre en œuvre qu'elles soient contre les effets directs (installations extérieures de protection contre la foudre - IEPF) ou indirects (installations intérieures de protection - IIPF) afin d'atteindre les exigences de protection définies par l'ARF), une notice de vérification et de maintenance et un carnet de bord des installations de protection sont à établir.</i></p> <p><i>Ces dispositions sont applicables aux installations autorisées avant le 24 août 2008 depuis le 1er janvier 2012.</i></p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une analyse du risque foudre (ARF) datée de décembre 2019, réalisée par RG Consultant suivant la norme NF EN 62 305-2.</p> <p>Elle identifie les structures dont la protection doit être assurée, définit les niveaux de protection exigés, et indique qu'une étude technique est nécessaire.</p> <p>En ce sens, l'exploitant a fait réaliser une étude technique foudre le 30 décembre 2019 par RG Consultant. Elle est accompagnée d'une notice de vérification et d'un carnet de bord.</p> <p>L'exploitant a également présenté le dossier des ouvrages exécutés daté du 27 septembre 2022</p>

réalisé par PROTIBAT, concernant la protection contre les effets directs et indirects de la foudre (travaux de mise en conformité réalisés en mai/juin et août 2022 selon les conclusions de l'étude technique).

La vérification initiale réglementaire destinée à s'assurer que l'installation est conforme aux normes est à réaliser dans les 6 mois suivant l'installation d'une protection contre la foudre. Le jour de l'inspection, l'exploitant a précisé qu'elle avait été programmée pour le 10 octobre 2022 (une vérification complète des systèmes de protection contre la foudre a été réalisée en 2020 et une vérification visuelle en 2021, avant les travaux de mise en conformité).

**Observations :** Le rapport de la vérification initiale réglementaire sera à transmettre dès réception.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

